



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 23 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SFTR

Carrière Saint-Paul BP 24
57860 Montois-la-Montagne

Références : MONTOIS-LA-MONTAGNE_SFTR_2024-12-19_RAPVI_recolt-subdi-4.2_APM_00890
Code AIOT : 0006201610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement SFTR implanté Carrière Saint- Paul BP 24 57860 Montois-la-Montagne. L'inspection a été annoncée le 14/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a transmis par courrier du 3 octobre 2024 le rapport de conformité de la fin des travaux pour la subdivision de casier 4.2 établi par le bureau d'études ACOSOL.

Conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, l'inspection s'est rendue sur le site de Montois-la-Montagne afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme avant tout dépôt de déchets dans la subdivision de casier 4.2.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFTR
- Carrière Saint- Paul BP 24 57860 Montois-la-Montagne
- Code AIOT : 0006201610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SFTR exploite une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande depuis 1977. Les activités mises en œuvre relèvent notamment des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- 2760.2 classant les installations de stockage de déchets non dangereux ;
- 3540 classant les installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique

2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

La zone actuellement en exploitation (casier Montois III) est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifiant certains articles de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 autorisant la société SITA FD à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande. L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-DEDD/IC-199 du 8 octobre 2009 a acté le changement d'exploitant au profit de la société SFTR.

De plus, l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (autorisation sous la rubrique ICPE 2760) est applicable à l'établissement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - rubriques 2760 et 3540	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 2 (partiel)	Sans objet
2	Superficie de la subdivision 4.2	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 12 (partiel)	Sans objet
3	Composition de la barrière de sécurité passive des casiers	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 10	Sans objet
4	Composition de la barrière de sécurité active des casiers	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 13	Sans objet
5	Contrôle de la pose de la géomembrane	Arrêté Ministériel du 15/02/2016 modifié, article 19	Sans objet
6	Collecte et stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 18 (partiel)	Sans objet
7	Exploitation de nouveaux casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016 modifié, article 20 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu du rapport de conformité transmis par l'exploitant pour la subdivision de casier 4.2 et de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées considère que les travaux d'aménagement sont conformes aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié et à l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié. La subdivision de casier 4.2 peut donc recevoir des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - rubriques 2760 et 3540

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 2 (partiel)			
Thème(s) : Situation administrative, Capacités autorisées			
Prescription contrôlée :			
Les installations dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :			
N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime	Capacité autorisée
2760.2.b	Installations de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720. 2.Installation de stockage de déchets non-dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	Autorisation	Capacité maximale : 100 000 tonnes/an

	b) autres installations que celles mentionnées au a		
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Autorisation	100 000 tonnes/an

[...]

Constats :

Au 7 octobre 2024, l'installation de stockage de déchets non dangereux avait admis 84 148,5 t de déchets non dangereux. L'exploitant a indiqué que l'installation, au 17 décembre 2024, avait accueilli environ 99 480 t de déchets non dangereux et qu'il restait donc 520 t pour la fin de l'année. L'exploitant ne prévoit pas de dépassement des quantités maximales autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Superficie de la subdivision 4.2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 12 (partiel)

Thème(s) : Autre, Superficie des subdivisions de casiers

Prescription contrôlée :

La zone à exploiter (Montois III) est divisée en 9 subdivisions de casiers.

[...]

Leur [les subdivisions de casier] superficie est inférieure ou égale à 7 000 m³.

Constats :

Les travaux d'aménagement de la subdivision de casier 4.2 se sont déroulés de septembre 2023 à août 2024.

L'exploitant a transmis par courrier du 3 octobre 2024 le rapport de conformité de la fin des travaux pour la subdivision 4.2 établi par le bureau d'études ACOSOL.

La subdivision de casier s'appuie sur le terrain naturel à l'Est, à l'aide d'un flanc unique de talus 2H/1V.

La superficie du fond de subdivision de casier 4.2 est d'environ 5 500 m², pour un vide de fouille similaire aux anciennes subdivisions de casier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Composition de la barrière de sécurité passive des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 10

Thème(s) : Autre, Barrière de sécurité passive

Prescription contrôlée :

Le sous-sol **du casier Montois III** doit constituer une barrière de sécurité passive qui ne doit pas être sollicitée pendant l'exploitation et qui doit permettre d'assurer à long terme la prévention de la pollution des sols, des eaux souterraines et de surface par les déchets et les lixiviats.

La barrière de sécurité passive est normalement constituée par le substratum du site présentant, de haut en bas, une perméabilité inférieure à 10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre et inférieure à 10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres. A défaut, une barrière de sécurité passive équivalente peut être mise en place. Cette barrière est constituée, de haut en bas, de la façon suivante :

- pour le fond **du casier de Montois III** :

- géosynthétique bentonitique de 6 mm d'épaisseur, de perméabilité inférieure ou égale à 10^{-11} m/s **sous une contrainte de 160 kPa** ;

- matériaux argileux (éventuellement rapportés et compactés) présentant une limite de plasticité élevée et assurant une perméabilité verticale inférieure ou égale à 10^{-9} m/s sur une épaisseur minimale de 1 m ;

- géotextile de renforcement sous la forme d'une seule nappe continue ou d'une série de nappes à résistance et rigidité équivalentes, à condition que la continuité soit assurée par des recouvrements avec coutures ou en dispositions entrecroisée par exemple ;

- matériaux (éventuellement rapportés et compactés) assurant une perméabilité verticale inférieure ou égale à 10^{-7} m/s sur une épaisseur minimale de 1 m ;

- pour les flancs **du casier de Montois III**, jusqu'à 2,5 mètres de hauteur à partir du fond (extension) :

- géosynthétique bentonitique de 6 mm d'épaisseur, de perméabilité inférieure ou égale à 10^{-11} m/s **sous une contrainte de 160 kPa** ;

- matériaux argileux (éventuellement rapportés et compactés) assurant une perméabilité horizontale inférieure ou égale à 10^{-9} m/s sur une épaisseur minimale de 1 m ;

- géotextile de renforcement ;

- matériaux (éventuellement rapportés et compactés) assurant une perméabilité inférieure ou égale à 10^{-7} m/s sur une épaisseur minimale de 1 m ;

- pour les flancs **du casier de Montois III**, au-delà de 2,5 mètres de hauteur à partir du fond et jusqu'au premier talus à 10 m de hauteur :

- géosynthétique bentonitique de 6 mm d'épaisseur, de perméabilité inférieure ou égale à 10^{-11} m/s **sous une contrainte de 160 kPa** ;

- matériaux argileux (éventuellement rapportés et compactés) assurant une perméabilité horizontale inférieure ou égale à 10^{-6} m/s sur une épaisseur minimale de 5 m ;

- pour les flancs de chaque casier à exploiter, au delà de 10 m de hauteur à partir du fond du **casier Montois III** :

- géosynthétique bentonitique de 6 mm d'épaisseur, de perméabilité inférieure ou égale à 10^{-11} m/s **sous une contrainte de 160 kPa** ;

- matériaux argileux (éventuellement rapportés et compactés) assurant une perméabilité horizontale inférieure ou égale à 10^{-6} m/s sur une épaisseur variable en fonction de la hauteur.

Constats :

Dans son rapport de conformité, l'exploitant justifie de la conformité des aménagements réalisés avec la réglementation applicable, notamment la composition de la barrière de sécurité passive (BSP) détaillée supra.

L'entreprise LINGENHELD ENVIRONNEMENT a reconstitué une BSP en fond et en remontée de flanc à l'aide de matériaux calcaires provenant de la carrière MALENA, ainsi que des marnes provenant du Luxembourg et de l'ISDND de SUEZ à Lesmenils. La perméabilité de la BSP reconstituée a été vérifiée par le bureau d'études ACOSOL, tiers indépendant de l'exploitant, à l'aide d'essais de perméabilité réalisés à charge variable, en forage ouvert selon la norme NF X 30-424.

Pour le fond et la remontée de flancs :

- 27 essais ont été réalisés pour la BSP de perméabilité inférieure à 10^{-6} m/s ;
- 10 essais ont été réalisés pour la BSP de perméabilité inférieure à 10^{-7} m/s ;
- 14 essais ont été réalisés pour la BSP de perméabilité inférieure à 10^{-9} m/s.

A l'exception de l'essai de perméabilité inférieure à 10^{-7} m/s au droit du point bas de la subdivision de casier 4.2, qui a été repris car non conforme, l'ensemble des essais réalisés sont conformes. L'essai repris est aussi conforme.

Les levers du géomètre montrent une épaisseur supérieure à 1 m pour les BSP de perméabilité inférieure à 10^{-7} m/s et 10^{-9} m/s, et supérieure à 5 m pour la BSP de perméabilité inférieure à 10^{-6} m/s, jusqu'en crête.

Un géotextile TeleVev 150/150 de marque FIBERTEX a été installé entre les couches de perméabilité inférieure à 10^{-7} m/s et 10^{-9} m/s.

Enfin, l'entreprise FLI a mis en oeuvre, par ses soudeurs certifiés ASQUAL, un géosynthétique bentonitique BENTOMAT AS 100F du fournisseur CETCO sur l'ensemble de la subdivision de casier 4.2. La fiche technique de ce matériau indique une perméabilité inférieure à 10^{-11} m/s sous une contrainte de 160 kPa, ainsi qu'une épaisseur de 8 mm.

Le géosynthétique bentonitique a été assemblé par recouvrement de 50 cm sur la longueur et 50 cm sur la largeur. Les lés de GSB étaient pré-imprégnés dans le sens de la longueur, et de la poudre de bentonite a été ajoutée lors des recouvrements dans le sens de la largeur. Ces dispositions permettent d'assurer la bonne fonction du géosynthétique bentonitique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Composition de la barrière de sécurité active des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 13

Thème(s) : Autre, Barrière de sécurité active

Prescription contrôlée :

Sur le fond et les flancs de chaque casier à exploiter (Montois III), une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité passive définie à l'article 11 du présent arrêté.

La barrière de sécurité active, pour le fond, est constituée, du bas vers le haut, de la façon suivante :

- géomembrane PEHD 2 mm, ou tout dispositif équivalent ;
- géotextile de protection contre le poinçonnement ;
- couche de drainage constitué de bas en haut :
 - d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal ;
 - d'une couche drainante, d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 m et de perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s, ou tout dispositif équivalent.

La barrière de sécurité active, pour les flancs, est constituée de la façon suivante :

- géomembrane PEHD 2 mm, ou tout dispositif équivalent ;
- géotextile de protection contre le poinçonnement.

Les géomembranes PEHD 2 mm ou les dispositifs équivalents doivent être étanches, compatibles avec les déchets stockés et mécaniquement acceptables au regard de la géotechnique du projet. Leur mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets. Leur réception, comprenant notamment la vérification des soudures, fait l'objet d'un rapport de contrôle par un organisme tiers qualifié. Ce rapport est adressé à l'Inspection des Installations Classées.

La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

Une procédure de surveillance de la qualité est mise en place lors de toute pose d'une barrière active d'étanchéité.

Constats :

L'entreprise FLI a mis en oeuvre, par ses soudeurs certifiés ASQUAL, de bas en haut :

- une géomembrane PEHD lisse de 2 mm d'épaisseur SOLOMAX HD-N 2mm ;
- un géotextile supérieur de protection P80 du fournisseur TENCATE GEOSYNTHETICS / MIRAFI, pour les flancs ;
- un géotextile supérieur de protection P70 du fournisseur TENCATE GEOSYNTHETICS / MIRAFI, pour le fond.

<p>La stabilité de la barrière active est assurée par un ancrage en crête de talus, pour le flanc est, ainsi qu'un raccordement aux géomembranes existantes.</p> <p>Un réseau de 4 drains IDROTHERM 2000 de diamètres 200 mm en PEHD PE100 a été mis en place sur le géotextile de protection et débouche dans le puits de collecte des lixiviats, au point bas de la subdivision de casier.</p> <p>Une couche drainante composée de galets alluvionnaires lavés-roulés, de fuseau granulométrique 20/80 mm et de teneur en carbonate de calcium inférieure à 5 %, a été installée sur le géotextile de protection et au-dessus du réseau de drains, en fond de subdivision de casier. Cette couche a une perméabilité supérieure à 10^{-3} m/s et une épaisseur, contrôlée par le géomètre, supérieure à 50 cm.</p> <p>Vu les fiches techniques, les agréments des matériaux ainsi que les certificats ASQUAL des soudeurs joints en annexes du rapport de conformité d'ACOSOL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle de la pose de la géomembrane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016 modifié, article 19
Thème(s) : Autre, Géomembrane
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.</p> <p>Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.</p> <p>Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La pose de la géomembrane a fait l'objet d'un auto-contrôle de la part de l'entreprise FLI, et d'un contrôle secondaire du tiers-indépendant ACOSOL. Ces contrôles comportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le contrôle de l'étalonnage de la machine de traction utilisée pour la pose de la géomembrane • La vérification visuelle régulière de l'aspect des soudures, de l'absence de point saillant, du recouvrement des lés ; • Le contrôle visuel et à la pointe sèche des soudures par extrusion ; • Le contrôle visuel, et par mise en pression du canal central, des doubles soudures ; • La revue documentaire des essais en début de poste de soudage et du plan de recollement final de la géomembrane. <p>Les points contrôlés n'appellent pas de remarques du bureau d'études ACOSOL, qui considère donc la géomembrane conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Collecte et stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 18 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au niveau de chaque point bas des casiers de Montois III, un ouvrage de reprise est réalisé afin de permettre le contrôle du niveau de la charge hydraulique et d'évacuer les lixiviats vers un bassin étanche de collecte [...]</p> <p>Les lixiviats sont ensuite renvoyés au niveau du bassin d'homogénéisation de l'installation de</p>

traitement [...]
Constats : La subdivision de casier 4.2 est bien équipée d'un réseau de collecte des lixiviats et d'un ouvrage de reprise en son point bas. Ce réseau renvoie in fine par pompage les lixiviats vers les bassins de stockage des lixiviats du casier Montois III, avant traitement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation de nouveaux casiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016 modifié, article 20 (partiel)
Thème(s) : Autre, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : [...] II- [...] Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Constats : L'exploitant a bien informé le préfet de la fin des travaux de la subdivision de casier 4.2, par courrier du 3 octobre 2024. Le rapport de conformité indique bien la présence des éléments supra et démontre la conformité de la nouvelle subdivision de casier. Compte tenu des constats réalisés le jour de la visite, l'inspection considère que le dossier transmis par l'exploitant est fiable et que l'admission des déchets dans la subdivision de casier 4.2 peut alors démarrer.
Type de suites proposées : Sans suite